

**ASSOCIATION REGIONALE
DES MISSIONS LOCALES GRAND EST**

Association de droit local
13 Rue Martin BUCER
67000 STRASBOURG

-oOo-

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2023

À l'Assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Régionale des Missions Locales Grand Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note fonds dédiés de l'annexe des comptes annuels concernant la subvention UNML Axe développement CEJ pour la période du 01/01/2022 au 30/06/2023.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

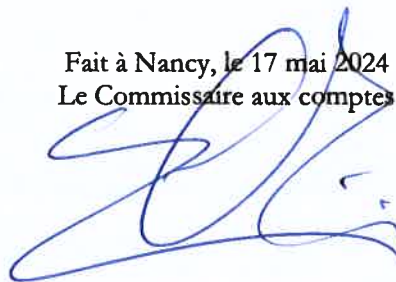
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nancy, le 17 mai 2024
Le Commissaire aux comptes



S.A.S. YZICO AUDIT,
Représenté par
Monsieur Yann OLLIVIER

Association Régionale des Missions Locales Grand Est

| Actif | | Au 31/12/2023 | | | Au 31/12/2022 |
|---|--|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| | | Montant brut | Amort. ou Prov. | Montant net | |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ | 15 236 | 15 236 | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | TOTAL | 15 236 | 15 236 | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Inst. techniques, mat.out. industriels | 157 118 | 75 119 | 81 998 | 88 581 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | TOTAL | 157 118 | 75 119 | 81 998 | 88 581 |
| | Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| | Immobilisations financières ⁽²⁾ | | | | |
| | Participations et créances rattachées | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | |
| | Autres | 16 648 | | 16 648 | 17 046 |
| | TOTAL | 16 648 | | 16 648 | 17 046 |
| Total I | | 189 003 | 90 356 | 98 647 | 105 628 |
| Actif circulant | Stocks et en cours | | | | |
| | Créances ⁽³⁾ | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres | 225 335 | | 225 335 | 361 911 |
| | TOTAL | 225 335 | | 225 335 | 361 911 |
| | Divers | | | | |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| | Disponibilités | 333 218 | | 333 218 | 424 719 |
| | Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾ | 13 403 | | 13 403 | 17 266 |
| Total II | | 571 957 | | 571 957 | 803 897 |
| Frais d'émission des emprunts III | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts IV | | | | | |
| Ecart de conversion Actif V | | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | | 760 960 | 90 356 | 670 604 | 909 525 |
| Renvois | (1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) | | | | |

Association Régionale des Missions Locales Grand Est

| Passif | | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2022 |
|---------------------------------------|---|---------------|---------------|
| Fonds propres | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres | | |
| | Report à nouveau | 76 777 | 100 724 |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | -50 724 | -23 947 |
| | Situation nette (sous-total) | 232 397 | 283 121 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | | |
| Total I | | 232 397 | 283 121 |
| Autres fonds propres | Montant des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| Total I bis | | | |
| Fonds dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | 17 475 | 376 498 |
| Total II | | 17 475 | 376 498 |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | 36 729 | 38 388 |
| Total III | | 36 729 | 38 388 |
| Dettes | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾ | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾ | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 267 163 | 101 353 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 116 839 | 110 164 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | |
| | Instruments de trésorerie | | |
| | Produits constatés d'avance | | |
| Total IV | | 384 003 | 211 518 |
| Écart de conversion Passif V | | | |
| TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) | | 670 604 | 909 525 |
| Renvois | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |
| | (2) Dont emprunts participatifs | | |

Association Régionale des Missions Locales Grand Est

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois |
|-----------------------------------|---|---|---|
| Produits d'exploitation | Cotisations | 69 063 | 66 382 |
| | Ventes de biens et services | | |
| | Ventes de biens , | | |
| | <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| | Ventes de prestations de service | | |
| | <i>dont parrainages</i> | | |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 1 314 043 | 1 592 571 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| Charges d'exploitation | Dons manuels | | |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 8 189 | 26 600 |
| | Utilisations des fonds dédiés | 319 777 | 56 209 |
| | Autres produits | 5 | 29 |
| | TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I | 1 711 379 | 1 741 792 |
| | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes (1) | 1 016 577 | 771 312 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 33 493 | 29 458 |
| | Salaires et traitements | 445 423 | 408 137 |
| | Charges sociales | 169 046 | 152 014 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 17 562 | 21 066 |
| | Dotations aux provisions | | |
| | Reports en fonds dédiés | 71 200 | 376 498 |
| | Autres charges | 8 365 | 8 038 |
| | TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II | 1 761 669 | 1 766 525 |
| 1. Résultat d'exploitation (I-II) | | -50 289 | -24 733 |



Association Régionale des Missions Locales Grand Est

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois |
|--|---|---|---|
| Produits financiers | De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 567 | 1 086 |
| | TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III | 567 | 1 086 |
| Charges financières | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV | | |
| 2. Résultat financier (III-IV) | | 567 | 1 086 |
| 3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV) | | -49 722 | -23 647 |
| Produits exceptionnels | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| | TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V | | |
| Charges exceptionnelles | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 1 001 | 300 |
| | TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI | 1 001 | 300 |
| 4. Resultat exceptionnel (V-VI) | | -1 001 | -300 |
| Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices | | VII VIII | |
| Total des produits (I + III + V) | | 1 711 946 | 1 742 878 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | | 1 762 670 | 1 766 826 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | -50 724 | -23 947 |
| Évaluation des contributions volontaires en nature | | | |
| Contributions volontaires en nature Dons en nature Prestations en nature Bénévolat | | | |
| Total | | | |
| Charges des contributions volontaires en nature Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole | | | |
| Total | | | |

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- De représenter les réseaux des missions locales
- De contribuer à la définition et à la mise en œuvre des politiques régionales de l'emploi et de l'insertion
- D'être l'interlocuteur des financeurs et partenaires institutionnels
- D'être un lieu d'échanges, de ressources, de réflexion au service de ses membres.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.



2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Coordination et animation régionales auprès des 43 missions locales du Grand-Est (Présidents – Directions – Equipes)
- Organisation de la formation Garanties Jeunes auprès des missions locales

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de formation : cette activité s'est exercée au niveau national et territoires ultra-marins
- Activité de coordinations : cette activité s'est exercée dans le périmètre de la Région Grand-Est

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines
 - Moyens constants
 - 10.2 ETP



4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler lors de l'exercice.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.



5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

7 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

7.1 Actif immobilisé



A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 7.1.2.1.

7.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

| Situations et mouvements | A | B | C | D |
|-------------------------------|--|---------------|-------------|---|
| Rubriques | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 15 237 | 0 | 0 | 15 237 |
| Immobilisations corporelles | 146 713 | 10 980 | 574 | 157 118 |
| Immobilisations financières | 17 047 | 603 | 1002 | 16 648 |
| Total | 178 994 | 11 583 | 1576 | 189 003 |

7.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé



| Situations et mouvements | A | B | C | D |
|-------------------------------|---|--|--|---|
| Rubriques | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions d'amortissements de l'exercice | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 15 237 | 0 | 0 | 15237 |
| Immobilisations corporelles | 58 131 | 17 562 | 574 | 75 119 |
| Immobilisations financières | 0 | | | 0 |
| Total | 73 368 | 17 562 | 574 | 90 356 |

7.1.2.1 Modalités d'amortissements

| Catégories d'immobilisations | Amortissement | |
|-------------------------------|---------------|------------|
| | Mode | Taux |
| Immobilisations incorporelles | Linéaire | 33% à 100% |
| Immobilisations corporelles | Linéaire | 25% à 33% |
| Immobilisations financières | | 0% |



7.2 Actif circulant

7.2.1 Précisions sur d'autres créances significatives

Les autres créances de 225 335 € sont principalement composées de produits à recevoir :

| | |
|---|-----------|
| - Subvention UNML axe développement | 57 086 € |
| - Subvention Région Grand Est | 30 000 € |
| - Subvention DREETS actions complémentaires | 136 879 € |
| - Cotisations | 200 € |

7.2.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 13 103 € et sont principalement composées :

| | |
|--------------------------------------|---------|
| - Redevances informatiques | 8 360 € |
| - Maintenances et locations diverses | 3 561 € |

7.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

7.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A L'OUVERTURE | AFFECTATION DU RESULTAT | AUGMENTATION | DIMINUTION OU CONSOMMATION | A LA CLOTURE |
|-------------------------------------|----------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 206 344 | | | | 206 344 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 100 725 | - 23 948 | | | 76 777 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | | - 50 724 | | | -50 724 |
| Situation nette | 283 121 | | | | 232 397 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 283 121 | | | | 232 397 |

7.4 Fonds reportés et dédiés

7.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

| Variation des fonds dédiés issus de | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisation | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
|--|-----------------------------|----------|----------------|--------------------|------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursement | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subvention UNML axes de développement | 175 878 | 0 | 175 878 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention UNML complément OF | 122 733 | 0 | 122 733 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention DREETS actions complémentaires | 77 887 | 0 | 77 887 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention DREETS actions complémentaires CEJ 2023 | 0 | 0 | 167 143 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention ARS 2023 | | | 53 724 | | | 17 475 | 0 |
| TOTAL | 376 498 | 0 | 430 222 | 0 | 0 | 17 745 | 0 |

La subvention UNML Axe développement CEJ pour la période du 01/01/2022 au 30/06/2023 a été revue à la baisse début 2023 impactant les reprises de fonds dédiés pour 110 446€. Au 31/12/2023 le solde des reprises de fonds dédiés est de 430 222 – 110 446 = 319 777€.

7.5 Provisions et autres passifs

7.5.1 Provisions

| | Situations et mouvements | | | |
|-------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------------------|-----------------------------------|
| | A | B | C | D |
| Rubriques | Provisions au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions : reprise de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
| Provisions réglementées | | | | |
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | 38 388 | 0 | 1 659 | 36 729 |
| Total | 38 388 | 0 | 1 659 | 36 729 |

7.5.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

| Engagements retraite | Provisionné | Non provisionné | Total |
|---|-------------|-----------------|--------|
| Indemnités de départ en retraite | 36 729 | | 36 729 |
| Engagements de pension à d'anciens dirigeants | | | |
| Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite | | | |

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes, selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour la méthode (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

— Age de départ à la retraite présumé : 64 ans,

— taux d'actualisation : 3.34%.

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission) :

— Les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 42%.



7.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

| Créances | Liquidité de l'actif | | | Dettes | Degré d'exigibilité du passif | | | |
|--|----------------------|--------------------------|-----------------------|---|-------------------------------|--------------------------|--|------------------------|
| | Montant brut | Échéances à 1 an au plus | Échéances à plus 1 an | | Montant brut | Échéances à 1 an au plus | Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus | Échéances à plus 5 ans |
| Créances de l'actif immobilisé : | | | | Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | Autres emprunts obligataires | | | | |
| Prêts | | | | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| Autres | | | | - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| Créances de l'actif circulant : | | | | - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | | | | Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Autres | 225 335 | 225 335 | | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 267 163 | 267 163 | | |
| Charges constatées d'avance | 13 403 | 13 403 | | Dettes fiscales et sociales | 116 839 | 116 839 | | |
| | | | | Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | | | | |
| | | | | Autres dettes | | | | |
| | | | | Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 238 738 | 238 738 | | TOTAL | 384 002 | 384 002 | | |



7.7 **Compte de résultat**

7.7.1 **Ventilation des produits d'exploitation**

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

Répartition des produits d'exploitation :

| | |
|--|-----------|
| - Locations salles..... | 300 |
| - Cotisations..... | 69 064 |
| - Subventions..... | 1 314 043 |
| - Reprises provisions sur charges..... | 1 659 |
| - Transferts de charges..... | 6 530 |
| - Reprises fonds dédiés..... | 319 777 |
| - Autres produits..... | 5 |

Total : 1 711 379



8 **Informations relatives à l'effectif**

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

| | Personnel salarié |
|-----------------------------------|-------------------|
| Cadres | 3 |
| Agents de maîtrise et Techniciens | |
| Employés | 7 |
| Ouvriers | |
| Total | 10 |

**RAPPORT SPECIAL DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS
LOCALES GRAND EST**
Association de droit local
**Siège social : 13, rue Martin BUCER
67000 - STRASBOURG**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2023**

À l'Assemblée générale

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

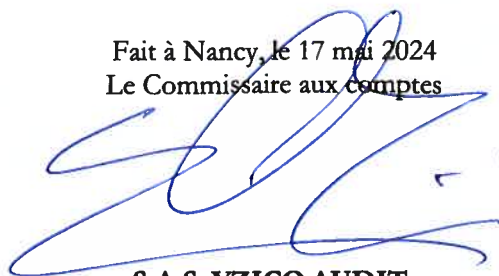
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Nancy, le 17 mai 2024
Le Commissaire aux comptes



**S.A.S. YZICO AUDIT,
Représenté par
Monsieur Yann OLLIVIER**

